

CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DU SERVICE WEBCOFFRE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE

Entre le client, ci-après dénommé "Administrateur" et la Caisse d'Épargne ci-après dénommée "la Caisse d'Épargne". Il est convenu ce qui suit :

1. Définitions

Administrateur : celui qui souscrit au présent service de WebCOFFRE.

Usager : l'Administrateur et toute personne habilitée par ce dernier à accéder au Service, en totalité ou partiellement.

Profils des Usagers.

Les trois profils sont les suivants :

1. **Administrateur** : celui qui souscrit au Service.
2. **Invité privilégié** : choisi par l'Administrateur, il peut consulter, déposer et supprimer des documents portés dans sa zone personnelle et la zone commune ; de plus, il peut consulter les documents déposés dans la zone personnelle de l'Invité simple.
3. **Invité simple** : choisi par l'Administrateur, il peut consulter, déposer et supprimer les documents portés dans sa zone personnelle et la zone commune.

Zones du WebCOFFRE :

Le WebCOFFRE comporte deux types de zones : une zone commune et une zone affectée à chacun des Usagers. Chacun des Usagers peut consulter, déposer, supprimer les documents présents dans la zone commune. Chacun des Usagers peut consulter, déposer, supprimer les documents présents dans sa propre zone d'affectation (zone personnelle). Chacun des Usagers peut consulter les documents présents dans la zone personnelle d'un Invité simple. Chacun des Usagers peut demander la certification de ses documents au moment de leur dépôt dans le WebCOFFRE.

L'Administrateur peut en outre : acheter de la capacité de stockage supplémentaire pour les Usagers ; changer d'offre ; ajouter des Usagers.

Les possibilités de chaque Usager sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

		Administrateur	Invité privilégié	Invité simple
Zone Commune	Consultation documents	X	X	X
	Dépôt documents	X	X	X
	Suppression documents	X	X	X
Zone personnelle Administrateur	Consultation documents	X		
	Dépôt documents	X		
	Suppression documents	X		
Zone personnelle Invité privilégié	Consultation documents		X	
	Dépôt documents		X	
	Suppression documents		X	
Zone personnelle Invité simple	Consultation documents	X	X	X
	Dépôt documents			X
	Suppression documents			X
Fonctionnalités complémentaires	Achat d'espace de stockage complémentaire	X		
	Changement d'offre	X		
	Certification	X	X	X
	Ajout d'Invités	X		

Le Service : l'offre commerciale WebCOFFRE objet des présentes.

Le Site : le site Internet de la Caisse d'Epargne proposant le Service, à l'adresse www.WebCoffre.fr (ci-après le "Site").

2. Objet

La Caisse d'Epargne propose, par Internet exclusivement, et de ce fait aux seuls clients de la Caisse d'Epargne un service en ligne destiné à la sauvegarde et au stockage de documents électroniques d'origine papier ou numérique.

3. Conditions et Modalités de souscription au service

3.1. Conditions de souscription au service

Qualité de l'Usager

La souscription de ce service est ouverte sur le Site pour les besoins professionnels ou non professionnels de personnes :

- soit physiques : majeures capables, commerçantes ou non
- soit morales : entreprises, associations, fondations.

Equippedement de l'Usager

L'Usager doit disposer d'une carte de paiement émise en France et en cours de validité (Carte Bleue, Visa, Eurocard / Mastercard sont seules acceptées), d'un numéro de téléphone mobile français actif et d'une adresse électronique valide.

D'autre part, pour accéder au Service, l'Usager doit :

- disposer d'un accès à un ordinateur ayant un navigateur Internet Explorer 6 ou supérieur pour Windows, ou Firefox 1.0 ou supérieur pour Windows, Mac et Unix.
- disposer d'un accès à Internet à large bande passante.

Il appartient à l'Usager de vérifier la compatibilité de la configuration de son équipement personnel avec les solutions technologiques déployées par la Caisse d'Epargne sur ses serveurs et son Site. La Caisse d'Epargne décline toute responsabilité en cas de non fonctionnement de l'équipement de l'Usager ou d'incompatibilité de celui-ci avec le Service, et n'apportera aucun support technique si les configurations ci-dessus exposées ne sont pas respectées.

Il appartient à l'Usager de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par des virus circulant sur le réseau Internet, ainsi que de l'installation de logiciels espions par des tiers sur son micro-ordinateur.

3.2. Modalités de souscription au service

Pour procéder à la création de son WebCOFFRE, l'Administrateur communique, selon les cas, tous les éléments d'identification de la personne physique ou morale, l'adresse postale et adresse de messagerie électronique, le numéro de téléphone mobile pour permettre à la Caisse d'Epargne de lui adresser tout message le concernant et relatif à la gestion de son WebCOFFRE.

L'Administrateur suit la procédure d'inscription, procède au paiement au moyen de sa carte bancaire et donne un identifiant à son WebCOFFRE pour y accéder.

L'Administrateur s'engage à garantir la Caisse d'Epargne contre toute réclamation émanant d'un tiers du fait d'un quelconque dommage consécutif à la perte, au vol ou à l'utilisation non autorisée de l'identifiant de son WebCOFFRE et des mots de passe.

Les présentes conditions générales d'utilisation sont réputées acceptées à titre irrévocable, entier et sans réserve, lorsque l'Usager, après en avoir pris connaissance, coche la case spécifique du formulaire d'inscription sur le Site dudit Service.

Le service comprend des options relatives à la durée et aux fonctionnalités (capacité de stockage du WebCOFFRE et certification électronique), choisies par l'Administrateur aux Conditions particulières.

4. Acheminement, consultation et stockage des documents dans le WebCOFFRE - Création d'alarmes (sous réserve de la mise en service de cette fonctionnalité)

Acheminement de documents : l'Usager dépose dans son WebCOFFRE des documents sous la forme de fichiers numériques.

La liste des formats, la taille des fichiers acceptés, ainsi que la capacité de stockage associée à l'offre choisie par l'Administrateur, figurent en annexe des présentes.

Cette liste est susceptible d'évolution ; les informations y afférentes sont rappelées en permanence sur le Site. L'Usager reconnaît en prendre connaissance et en être pleinement informé à chaque utilisation du Service.

Pour consulter et visualiser lesdits documents, l'Usager devra préalablement les télécharger à partir de son WebCOFFRE.

La Caisse d'Epargne permet à l'Usager d'accéder aux documents à tout moment et en tout lieu, en fonction de la disponibilité du Service, sous réserve pour l'Usager de respecter les conditions techniques rappelées aux présentes, ainsi que les contraintes législatives et réglementaires du lieu de consultation

Création d'alarmes : l'Usager aura la possibilité, à partir de son WebCOFFRE, de créer des alarmes liées aux documents déposés. Cette fonction ne dispense pas l'Usager de maintenir toute vigilance à l'égard du respect des délais légaux, réglementaires et contractuels le concernant et liés aux documents déposés au WebCOFFRE.

L'Usager déclare connaître les caractéristiques et les limites de l'Internet, en particulier ses performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des données et les risques liés à la sécurité des communications.

5. Sécurité, intégrité et confidentialité des documents

Dans le cadre de son service de sauvegarde et de stockage des documents transmis par l'Usager, la Caisse d'Epargne l'informe qu'elle met en œuvre les moyens nécessaires à assurer l'intégrité, la confidentialité et la sécurité des documents.

L'Usager dispose par ailleurs d'une information relative à la traçabilité de la gestion des documents (dépôts et consultations) : la Caisse d'Epargne assure une traçabilité complète des documents du stade de leur dépôt jusqu'à leur éventuelle suppression, afin de pouvoir répondre à toute interrogation sur la vie d'un document.

Les documents déposés dans le WebCOFFRE sont confidentiels et restent à l'usage exclusif des Usagers ayant un droit d'accès à ce WebCOFFRE.

L'Usager est toutefois informé que la Caisse d'Epargne pourrait être amenée à lever la confidentialité des documents archivés dont la divulgation serait requise par les autorités judiciaires ou administratives compétentes, ou encore à bloquer l'accès au service sur ordre des autorités judiciaires compétentes.

L'Usager veillera à prendre toute mesure utile pour préserver la confidentialité des documents qu'il aurait téléchargés depuis son WebCOFFRE, en particulier vers un micro-ordinateur dont l'accès est ouvert à d'autres personnes.

Certification :

L'Administrateur peut opter aux Conditions particulières pour un service de Certification portant sur l'horodatage et la garantie d'intégrité appliqué. Cette option fait l'objet d'une facturation spécifique.

Il consiste pour l'Usager à pouvoir joindre aux documents téléchargés un Certificat d'intégrité et d'horodatage informant les destinataires de la date de dépôt au WebCOFFRE de son document ainsi que l'intégrité de ce dernier, en référence à la norme RFC 3161.

Une "empreinte électronique" du document est ainsi créée : cette empreinte est scellée avec d'autres données sur des supports inaltérables de type WORM ; lors de chaque intervention de l'Usager sur un document. La Caisse d'Epargne applique le même calcul au document afin de garantir en permanence l'intégrité du document restitué.

6. Accès au service en mode restreint

L'Usager pourra accéder à son WebCOFFRE uniquement en mode restreint pendant encore trois (3) mois consécutifs à compter de la survenance de l'un des événements suivants :

- terme du contrat,
- suppression de profil,
- résiliation du contrat,
- manquement grave aux présentes Conditions, et en dehors du cas d'une demande de suspension immédiate du Service émanant des autorités compétentes.

Le mode restreint comprend l'accès aux documents déposés par l'Usager dans le WebCOFFRE, avec la possibilité pour l'Usager de télécharger pour consulter et supprimer lesdits documents.

Le mode restreint ne permet pas en revanche à l'Usager de déposer dans le WebCOFFRE de nouveaux documents ni de créer des alarmes.

Passé ledit délai, tous les documents seront irrémédiablement détruits dans les conditions définies aux présentes.

7. Obligations de l'Usager

7.1. Données propres à l'Usager

L'Usager s'engage à communiquer à la Caisse d'Epargne des coordonnées (état civil, adresse postale, etc.) et / ou les informations bancaires exactes le concernant.

Dans tout échange, électronique, postale ou téléphonique, avec la Caisse d'Epargne, l'Usager devra mentionner ses nom, prénom, numéro de mobile et l'identifiant de son WebCOFFRE afin de faciliter l'authentification et le traitement de ses demandes. Toute demande incomplète ne sera pas traitée par la Caisse d'Epargne.

L'Usager s'engage à mettre à jour ses coordonnées personnelles le concernant, notamment son adresse électronique, son adresse postale et son numéro de téléphone mobile, au fur et à mesure des éventuels changements.

Pour toute demande de modification des informations le concernant (changement de mode de paiement, modification de l'adresse de l'Usager...), l'Usager devra obligatoirement procéder sur le Site à cette mise à jour par l'intermédiaire de la rubrique « Mon profil » dans son WebCOFFRE après identification.

En l'absence d'adresse électronique et de numéro de téléphone mobile valides, la Caisse d'Epargne sera dans l'impossibilité de respecter ses obligations.

En cas de décès de l'Usager, il appartient aux ayants droit de résilier le service WebCOFFRE dans les conditions définies à l'article 12.

Selon l'offre choisie, lors de la souscription ou en cours de vie du contrat, l'Administrateur peut créer des accès à des Usagers et en définir le profil.

En cas de perte du mot de passe choisi par l'Usager, la Caisse d'Epargne lui posera en ligne sur le Site la question choisie par ses soins et à laquelle il devra répondre par la réponse associée pour obtenir son mot de passe par courriel à l'adresse connue de la Caisse d'Epargne.

7.2. Données propres au WebCOFFRE

L'Usager est seul responsable de l'utilisation de l'identifiant de son WebCOFFRE et de son mot de passe, et de leur conservation.

Il fait son affaire personnelle des risques liés à leur divulgation ou leur mauvaise utilisation.

Dans son propre intérêt, il aura soin de prendre toutes les mesures qu'il estimerait nécessaires pour en garantir la sécurité et la confidentialité.

7.3. Respect de la législation en vigueur

L'Usager s'engage à respecter la législation en vigueur.

A ce titre, l'Usager s'engage expressément à ne pas déposer ou archiver dans son WebCOFFRE électronique de documents, quel qu'en soit le support ou le niveau de protection :

- susceptible de porter atteinte à la vie privée d'autrui et à la protection des mineurs,
- susceptible de véhiculer la diffamation et l'injure,
- incitant à commettre des actes illicites ou dangereux,
- à caractère violent ou pornographique,
- incitant à la consommation de substances interdites,
- véhiculant la provocation aux crimes et délits et la provocation au suicide, la provocation à la discrimination, à la haine notamment raciale, ou à la violence,
- dressant l'apologie de tous les crimes, notamment meurtre, viol, crime de guerre et crime contre l'humanité ; la négation de crimes contre l'humanité,
- incitant à la contrefaçon de marque ou constituant une contrefaçon de marque,
- représentant la reproduction, représentation ou diffusion d'une œuvre de l'esprit ou d'une prestation de droits voisins en violation des droits de l'auteur, du titulaire de droits voisins et/ou du titulaire des droits de propriété intellectuelle, littéraire, artistique ou industrielle,
- constituant une copie illicite de logiciel pour quelque usage que ce soit, hormis une copie de sauvegarde autorisée,
- tout ce que la loi ou la morale répriment, ou ce qui est susceptible de porter atteinte aux droits des tiers, aux bonnes mœurs et à l'ordre public, diffusant tout document relatif à une activité qui pourrait être pénalement sanctionnée, telle que :
 - a) le non-respect de la protection des données nominatives,
 - b) des atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données,
 - c) des actes de blanchiment,
 - d) le non respect des dispositions relatives aux jeux de hasard, aux courses de chevaux, aux loteries et des dispositions relatives aux conditions d'exercice de profession réglementées.

Le Service est incessible. L'Usager s'engage à ne pas le re-commercialiser.

8. Respect de la législation Informatique et Libertés

Le service étant accessible via l'outil Internet, l'Usager s'oblige à respecter ses engagements et à respecter les lois, chartes, réglementation et conventions nationales et internationales, quel que soit le pays dans lequel il se trouve lorsqu'il accède à son WebCOFFRE.

Lorsque l'Usager est amené à constituer des fichiers comportant des données à caractère personnel telles que définies par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et par la directive européenne 95/46/CE du 24 octobre 1995, relative à la protection des données personnelles et à la libre circulation de ces données, il s'oblige notamment :

- à respecter les formalités préalables à la mise en œuvre des traitements auprès de la CNIL www.cnil.fr,

- à informer préalablement les personnes concernées quant à la finalité et les destinataires du traitement de ces informations, le cas échéant des transferts de données à caractère personnel envisagé à destination d'un Etat non membre de la Communauté européenne,
- à informer préalablement les personnes concernées quant au risque inhérent à Internet que ces données soient utilisées dans des pays n'assurant pas un niveau de protection suffisant des données à caractère personnel.

9. Exonération de responsabilités

L'Usager reconnaît que la Caisse d'Epargne ne peut, en aucun cas, voir sa responsabilité engagée relativement au contenu des documents déposés au WebCOFFRE.

10. Prise d'effet et durée

Le Contrat est à durée déterminée.

Le contrat est conclu à compter de l'acceptation de l'offre par l'Usager matérialisée par la confirmation de son acceptation de l'offre par voie électronique. Il prend effet après acceptation du paiement.

Le terme est fixé aux Conditions particulières.

En cours de contrat, l'Administrateur a la faculté de choisir une durée supérieure et / ou davantage d'options à ce qui est prévu aux Conditions particulières initiales. Le surcoût prendra en compte les sommes déjà payées.

L'Administrateur qui aurait la qualité de consommateur, au sens du Code de la consommation, dispose d'un droit de rétractation de 7 jours francs à compter de l'acceptation de la présente offre.

Ce droit de rétractation peut être exercé au moyen du bordereau de rétractation prévu à cet effet, disponible à la fin des précédentes Conditions Générales d'Utilisation.

Quinze jours avant le terme du contrat, l'Administrateur est informé de l'arrivée à expiration et des modalités de renouvellement.

A défaut de paiement, le Service passera en mode restreint défini aux présentes, puis sera résilié. L'Administrateur conserve toutefois la faculté de régulariser le renouvellement du contrat pendant toute la période de mode restreint.

En cas de régularisation, le renouvellement du contrat prend effet à compter de la date d'échéance initiale et pour une nouvelle durée choisie par l'Administrateur.

11. Tarification – Paiement

11.1. Tarification

L'ensemble des prix des services figure dans les Conditions de tarification du Service accessibles sur le Site.

L'Usager s'engage à être à jour du paiement de la tarification due au titre du Service.

L'Administrateur autorise expressément la Caisse d'Epargne à lui délivrer à chaque échéance une facture sous forme électronique.

L'Administrateur sera libre de consulter sa facture, de la copier ou de l'imprimer.

La facture acquittée correspondant à la première utilisation du service sera déposée par la Caisse d'Epargne dans le WebCOFFRE.

11.2. Modalités de paiement

Le paiement du service est effectué par l'Administrateur au moyen exclusivement de sa carte de paiement émise en France et en cours de validité (Carte Bleue, Visa, Eurocard / Mastercard sont seules acceptées).

Le règlement s'effectue au début de chaque période contractuelle.

11.3. Défaut de paiement de l'Administrateur

Tout paiement incomplet ou irrégulier sera considéré comme un défaut de paiement donnant lieu à l'envoi au Souscripteur d'un courrier électronique de rappel lui notifiant un délai de 15 jours après lequel, à défaut de régularisation, l'accès au service WebCOFFRE fonctionnera en mode restreint puis le contrat sera résilié dans les conditions définies aux présentes.

11.3.1. Migration vers des Packs supérieurs (sous réserve de la mise en service de cette fonctionnalité)

Les modifications d'options initiales (durée et fonctionnalités) peuvent s'effectuer à tout moment.

La tarification applicable tient compte des sommes déjà payées pour la période non utilisée.

11.4. Modification de la Tarification du Service

La Caisse d'Epargne pourra réviser ses tarifs à tout moment.

L'Administrateur en sera informé préalablement à l'achat de nouvelles options ou au renouvellement du Contrat.

12. Suspension – Résiliation

12.1. Suspension du Service

L'exploitation et la maintenance du serveur dédié au Service sont assurées en permanence. Dans un souci d'optimisation et de bon fonctionnement du Service, la Caisse d'Epargne pourra suspendre le service à des fins de maintenance, ou de mise à jour.

La Caisse d'Epargne ne pourra être tenue pour responsable à l'égard du Client ou à l'égard de tout tiers pour toute modification ou suspension du Service dans le cadre des opérations de maintenance. La Caisse d'Epargne pourra aussi suspendre de plein droit et sans préavis le Service en cas de demande des autorités compétentes.

12.2. Résiliation du Service

L'Administrateur peut résilier le contrat à tout moment par courrier adressé à la « BPCE, Service Relation Clientèle, Service WebCOFFRE, 50 avenue Pierre Mendés France, 75201 PARIS Cedex 13 ».

Cependant, la date d'effet de cette résiliation correspond à l'arrivée à terme du contrat. Toute somme précédemment versée à la Caisse d'Epargne lui demeurera acquise et ne pourra donner lieu à aucun remboursement même partiel.

La Caisse d'Epargne peut aussi résilier le Contrat de plein droit, sous réserve du bon respect de la période de mode restreint défini aux présentes.

L'Usager ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de résiliation du Service, les différents Usagers seront informés par courrier électronique :

- qu'ils bénéficient du Service en mode restreint à compter de la date d'effet de la résiliation du contrat.
- de la destruction des documents déposés au WebCOFFRE à compter de la date d'expiration de la période de mode restreint.

13. Force majeure

En cas de force majeure, définie comme tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible, les obligations du présent contrat seront suspendues pendant la durée de l'événement en cause sans préjudice ni indemnité pour l'une ou l'autre des parties.

14. Réclamations - Médiation

Toute demande d'information ou réclamation relative au Service pourra être faite à l'aide d'un formulaire disponible sur le Site.

Si une réponse satisfaisante ne peut être apportée par l'agence, le client ou l'agence concernée peut transmettre la réclamation ou la demande au Service Relation clientèle de la Caisse d'Épargne.

En cas de réclamation et si aucun accord n'a pu être trouvé avec le Service Relation clientèle de la Caisse d'Épargne le client peut saisir, par écrit, le Collège des Médiateurs des Caisses d'épargne : Service Médiation TSA 10170, 75665 PARIS Cedex 14.

15. Langue et Loi applicable – Tribunaux compétents – Autorité de contrôle

Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et donc de rédiger les présentes dispositions contractuelles en français.

La loi applicable à la présente convention est la loi française. Les tribunaux compétents sont les tribunaux français.

L'Autorité de Contrôle Prudentiel est l'autorité chargée du contrôle de la Caisse d'Épargne, située 61, rue Taitbout 75436 PARIS CEDEX 9.

Bordereau de rétractation

Formulaire à renvoyer par lettre recommandée avec accusé de réception à « BPCE, Service Relation Clientèle, Service WebCOFFRE, 50 avenue Pierre Mendès France, 75201 PARIS Cedex 13 » au plus tard 7 jours à compter du jour d'acceptation de ma demande de souscription du service WebCOFFRE. Cette rétractation n'est valable que si elle est adressée avant l'expiration du délai de 7 jours, lisiblement et parfaitement remplie.

Je soussigné,

Adresse

Code Postal

Ville

Déclare renoncer au contrat WebCOFFRE que j'avais conclu à distance le.../.../... avec la BPCE, Service Relation Clientèle. .

Date : .../.../.....

Signature :